

## GEEN COMMENTAAR

Chronique Vincent Rocour

# Les conséquences de la scission

**M**ercredi 7 novembre 2007. La commission de l'Intérieur de la Chambre, présidée par le CD&V Pieter De Crem, adopte la scission de l'arrondissement électoral de Bruxelles-Hal-Vilvorde. Prenant des airs de vierges effarouchées, les six membres francophones quittent la salle au moment du vote. Pour la forme. Les partis flamands disposent de onze voix dans la commission. C'est plus qu'assez pour faire adopter le projet sans les francophones.

### L'interminable période d'instabilité

Une voix flamande fait cependant dissidence : celle de Tinne Van der Straeten, qui s'abstient. La députée Groen juge qu'il est suicidaire de vouloir régler un différend communautaire par la force. La suite lui donnera raison. Ce vote en commission inaugure en effet, pour la Belgique, une interminable période d'instabilité

ponctué par la plus longue crise politique de l'histoire de l'humanité – 541 jours sans gouvernement, un record absolu.

Tinne Van der Straeten avait-elle réellement prévu ce qui allait arriver à la Belgique ? Possible. Ce qui est certain, c'est qu'elle savait l'incidence que ce vote pouvait avoir sur son propre destin.

Certes, la scission de l'arrondissement électoral de Bruxelles-Hal-Vilvorde prive désormais les candidats

francophones domiciliés en périphérie (hors communes à facilités) des voix des électeurs bruxellois lors des législatives. Et c'était bien le souhait de la Flandre. Mais elle a aussi rendu pour ainsi dire impossible l'élection de candidats flamands de Bruxelles – lesquels, jusqu'alors, pouvaient bénéficier du vote des électeurs néerlandophones de la périphérie.

Ce n'est pas pour cela que Tinne Van der Straeten n'a pas été réélue en 2010 – la scission n'était pas encore effective à ce moment-là. Mais c'est bien pour cela que depuis le scrutin de 2014 plus aucun Bruxellois flamand ne siège à la Chambre. "Nous avons été sacrifiés", s'était exclamé prémonitoirement l'ancien ministre régional Open VLD Jean-Luc Vanraes en 2012, le jour où la scission avait été définitivement entérinée.

### Le salut hors de Bruxelles

Aujourd'hui, les partis pensent tout doucement aux prochaines élections. Ils cherchent à placer leurs meilleurs pions aux places stratégiques. Et de toute évidence ce n'est plus à Bruxelles – puisque les chances d'y être élus au Parlement fédéral sont devenues nulles.

*"Un politicien néerlandophone qui a*

**A Vilvorde, il pourra plus facilement s'y forger un destin national qu'en restant à Bruxelles.**

*l'ambition de faire quelque chose en Belgique n'a plus rien à chercher à Bruxelles", confiait hier le politologue Nicolas Bouteca (UGent) au "Morgen". Le spécialiste commentait ainsi l'annonce du futur emménagement à Vilvorde du tout nouveau président des jeunes CD&V, Sammy Mahdi, domicilié actuellement à Molenbeek. Il est encore trop tôt pour dire si ce politologue de 28 ans, né de père irakien et de mère flamande, héritera de la tête de la liste en 2018 ou en 2019. Mais il pourra plus facilement s'y forger un destin national qu'en restant à Bruxelles pourtant situé à un jet de pierre de sa nouvelle commune d'adoption.*

Et ce ne serait pas un cas isolé. On prête à l'ancien ministre des Affaires étrangères CD&V Steven Vanackere l'intention de s'installer en Flandre occidentale pour s'assurer un retour en politique. Un chemin que Sander Loones, actuel vice-président de la N-VA, a effectué en 2015 déjà.

La scission contribue peut-être à diminuer le poids politique des francophones dans la périphérie. Elle n'a en tout cas pas renforcé celui des Flamands à Bruxelles. Une question de priorité sans doute.